L'urbanité comme statut

Ivaylo Ditchev

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/337>

DOI : 10.4000/balkanologie.337

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2000

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Ivaylo Ditchev, « L'urbanité comme statut », *Balkanologie* [En ligne], Vol. IV, n° 2 | 2000, mis en ligne le 24 février 2008, consulté le 17 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/337> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.337>

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2020.

© Tous droits réservés

L'urbanité comme statut

Ivaylo Ditchev

- 1 On est habitué à penser la ville entre deux « idéaux types » : la ville-marché et la ville impériale, centrée autour des symboles du pouvoir (palais, temple, mémoriaux, etc.). Entre ces deux modèles, j'en proposerai un troisième qui me semble parlant pour un pays comme la Bulgarie : la ville imitative¹. Ce type de ville produit des signes d'activité économique, ainsi que des symboles de pouvoir, dans le but de légitimer un certain type de statut de ses habitants au sein de l'État-nation.
- 2 Être citoyen dans un pays en voie de modernisation² n'implique certainement pas un mode de vie radicalement opposé à celui au village. Quatre-vingt pour cent des habitants des villes bulgares ont au moins un parent venu du village ; beaucoup, parmi eux, maintiennent le lien avec la terre en cultivant des tomates ou en élevant des poules (parfois même sur leur balcon !). Ils transforment les HLM en petit village et grillent ensemble des poivrons sur un feu de bois devant l'entrée pour faire des conserves. Loin de subir aliénation ou désenchantement urbains, ils transposent leurs réseaux claniques, contrôle et solidarité s'effectuant en verticale à travers les étages³.
- 3 Vivre en ville n'est pas un état de fait, mais un acte de volonté, un effort sur sa nature, car pour être citoyen, il faut assumer les marques de la *culture*. Dans les années 70, il y avait encore, dans les villes bulgares, des panneaux dans la rue rappelant qu'il ne faut pas cracher par terre ou parler à haute voix, qu'il faut garder la propriété publique ou que l'hygiène est un « signe de bonne culture ». En effet, l'adjectif *cultivé* (*kulturen*) désigne la qualité spécifique des citoyens. Cependant, l'origine de la culture est bien ailleurs. Ce sont les « peuples cultivés »⁴ qui en sont les dépositaires. L'argument universel depuis le siècle dernier est : « c'est ainsi qu'on fait chez les *peuples cultivés* ». Un dernier exemple de ce type d'argumentation fut la célébration du Millénaire à Sofia : il fallait absolument faire sortir les Sofiates de chez eux, car c'est ainsi que l'on fête en Europe. Quelques mois plus tôt, la mairie s'était alignée sur la Bavière en organisant une fête de la bière, au même moment qu'à Munich, sur les décombres du mausolée de Dimitrov (qui fut détruit, lui, parce qu'« on n'entrera jamais en Europe avec de tels symboles du communisme »). Le citoyen à la périphérie de la modernité ne fête pas seulement pour se faire plaisir, mais pour montrer au monde qu'on est comme

les autres *peuples cultivés*. Une ville bulgare est donc un village qui s'est donné des apparences étrangères ; le critère majeur de l'urbanité, c'est l'imitation.

- 4 Ceci vaut en particulier pour les villes départementales qui, ayant été choisies d'une manière un peu arbitraire sous le régime communiste, démontrent plus clairement notre propos⁵. Ce sont les grandes villes du pays mais d'un autre côté, une ville devient grande une fois accordé le statut de centre départemental⁶. Bien différentes dans leur population (de 30 000 à plus de 300 000 habitants), leur importance, leur histoire, etc., elles peuvent être caractérisées par un nombre d'institutions spécifiques qui marqueront leur *départementalité* : comité régional du Parti communiste (PC) naguère, centre départemental aujourd'hui, inspectorats divers, théâtre, peut-être même opéra, ruines historiques, monuments monstrueux aux révolutionnaires de la région⁷, hôtel 4 étoiles, zone piétonne le plus souvent pavée de marbre, etc. Les théâtres ou les hôtels étaient souvent vides, et parfois les révolutionnaires en granite n'y avaient séjourné que très brièvement, mais évidemment, il s'agissait de signes et non pas de fonctions. Quant aux centres-ville, un grand nombre d'entre eux ont été bâtis sous Khrushchev à l'occasion des visites rituelles du corps diplomatique faites tous les cinq ans, quand le pays s'engageait dans un vrai potlatch urbanistique pour impressionner le monde. Pour certaines villes comme Plovdiv, ce signe de *départementalité* s'inscrit dans une longue tradition urbaine ottomane : la rue piétonne de marbre blanc se perd naturellement dans les autres rues commerçantes. Dans le cas de Smoljan, - petite ville des Rhodopes construite par la réunification de trois villages pour des raisons stratégiques dans une région frontalière et peuplée en grande partie d'une minorité pomaque -, le centre pharaonique est construit autour de la chaussée qui relie les anciens *mahala* et semble suspendu dans le vide. L'effet est d'autant plus délirant qu'en dépit de tout l'argent gaspillé, la ville reste coupée du reste du pays, ne disposant ni de chemin de fer, ni d'aéroport, ni même d'une route convenable.
- 5 La *départementalité* sous le communisme était fondée sur l'imitation. À une époque de croissance et de *développement*, se constituer en ville signifiait transformer ses habitants en ouvriers, et donc construire des usines de plus en plus majestueuses. Certaines étaient rentables, d'autres pas, l'essentiel était, pour chaque ville départementale, d'en avoir. En Occident, on distingue petites et grandes villes par le fait que les premières ont une église, les secondes une cathédrale ; sous le communisme, une ville ordinaire aspirait à se doter d'une usine, une ville départementale d'un *combinat*. Ceci fut un facteur de croissance rapide des villes départementales, non seulement parce que le statut combiné de citoyen et d'ouvrier (ou, plus généralement, d'employé de l'État) était construit par la propagande modernisatrice en objet principal de désir, mais aussi à cause des privilèges réels que le système étatique accordait au migrants : logement type HLM avec chauffage, eau courante et parfois même téléphone, (les grands ensembles), cantines, crèches, écoles, congés payés, loisirs, etc. De fait, être citoyen signifiait avoir un statut privilégié, profiter de la redistribution des fonds publics. Ce n'est donc pas pour rien que, sous le régime communiste, il fallait une autorisation spéciale pour résider dans les villes départementales les plus convoitées (surtout Sofia, Plovdiv, Varna, Ruse, Burgas), un principe que le maire de Moscou, Loujkov, a bizarrement rétabli il y a quelques années, en pleine « démocratie ». Jusque dans les années 70, une des punitions courantes prévues pour des personnes mal vues par le régime, était la relégation au village⁸, c'est-à-dire la privation du statut d'habitant de ville départementale. Si être citoyen est conçu comme privilège, pourquoi un régime paternaliste ne s'en servirait-il pas pour inféoder ses sujets ? En fait, ici, comme dans

tous les autres domaines sociaux, le Parti créait des privilèges pour pouvoir ensuite les accorder ou les enlever et donc mieux gouverner ses sujets.

- 6 Selon la pratique quasi-féodale du régime, le premier secrétaire du PC départemental n'était subordonné qu'au Premier secrétaire et restait maître souverain sur son territoire, fidèle au « Numéro Un » en personne. Ceci explique pourquoi les villes départementales avaient tendance à devenir de petites répliques de la capitale (elle-même regardant vers Moscou⁹). Les petits défilés de travailleurs heureux devant la nomenklatura locale et tous ces rituels communistes qu'on pouvait voir de Prague à Pyong Yang, avaient pour but de marquer la centralité de l'espace. Rajoutons à cela les fêtes professionnelles (du mineur, du métallurgiste...), les événements d'ordre national ou international (journées de la poésie à Haskovo, foire de Plovdiv). La décentralisation de la politique culturelle vers la fin des années 70 se traduit par des commandes départementales importantes pour les artistes et écrivains locaux, ce qui créa une nouvelle élite privilégiée, avec ses cafés, son mode de vie, son patriotisme de terroir, etc. Le résultat de tout ceci : une multiplication de l'État-simulacre communiste¹⁰ à travers les départements du pays.
- 7 Qu'en est-il de ces signes d'urbanité aujourd'hui, alors que le grand modèle d'imitation n'existe plus ?
- 8 Après un mouvement de décentralisation, ayant eu son point culminant en 1992 sous le premier gouvernement des démocrates, la tendance a été graduellement renversée et le principe hautement proclamé d'autonomie des pouvoirs locaux a commencé à se vider de son sens¹¹. La raison semble évidente : compte tenu des disparités entre les régions, il semble bien difficile de maintenir non seulement une certaine uniformité des fonctions du pouvoir à travers le pays, mais aussi l'idée même d'urbanité. Qu'est-ce qui pouvait remplacer les signes d'industrialisation, les privilèges ou les rituels impériaux pour maintenir l'idée de *départementalité* ?
- 9 Il semblerait que de nos jours, les nouvelles « légitimités » urbaines soient construites à travers la référence à l'Union européenne (UE). Une ville départementale, c'est un avant-poste de la politique d'intégration. Les nouveaux départements ont été désignés en 1998-1999 dans cette logique-là¹². Les centres départementaux privés de fonds, ainsi que du pouvoir politique dont disposaient les tout puissants Comités du PC départementaux, obtiendraient un nouveau rôle de médiateurs entre les sources des fonds européens transitant par les ministères à Sofia, et les communes. Ce rôle devient particulièrement important en 2000 quand le pays, suite à l'engagement des négociations pour l'adhésion à l'UE, commence à recevoir des fonds de pré-adhésion (fonctionnant comme les fonds structurels).
- 10 La nouvelle fonction crée de nouveaux emplois. Une nouvelle classe de fonctionnaires d'organisations non-gouvernementales (ONG) s'est développée à la place des anciennes structures du PC (les jeunesses communistes, les clubs d'artistes, etc). Les ONG sont, en règle générale, financées par des donateurs étrangers, le salaire dépasse la moyenne du pays de 2-3 à 15-20 fois¹³. On y trouve de petits bureaux-oasis au sein des ruines de la modernité type HLM, ou des jeunes bien instruits parlent deux langues, surfent sur le net et pensent en termes de CV et de projets. Souvent ils constituent une sorte de cour pour les politiciens locaux, un réservoir de cadres pour les administrations et le business. Sous le communisme, on amenait les délégations étrangères dans le combinat local pour les épater par les succès de l'industrialisation ; le passage obligé maintenant, ce sont les ONG, symbole de la « société civile » et donc marquage d'urbanité.

Totalement inconnues avant 1989, les ONG ont été importées et incitées par l'Occident qui voulait se créer des partenaires dociles pour ses projets liés à la « transition démocratique », dans un climat de méfiance vis-à-vis de l'État. Au début, elles ont été implantées à Sofia, le plus souvent par des ONG internationales ayant conçu des projets tels que le *leader training* ; puis les ONG de la capitale ont pris le relais et commencé à multiplier les projets pour l'implantation de la « société civile », c'est-à-dire les réseaux d'ONG en province. Ils étaient autour de 7 000 en Bulgarie en 1999. Leur aspect imitatif et quelque peu décalé par rapport à la réalité¹⁴ évoque les importations soviétiques de structures politiques, culturelles et autres après 1947, pour ne pas aller jusqu'aux importations des institutions de l'État-nation au XIX^e siècle. Soulignons cependant leur relevance pour notre propos : plus elles semblent étrangères et artificielles, plus elles signalent clairement l'urbanité des villes départementales.

- 11 L'usage d'ONG comme médiateurs avec l'étranger est devenu une politique nationale. Les directions départementales sont invitées par le plan de développement régional de 1998 à créer leurs propres ONG qui auraient pour but d'attirer des fonds (notons que plusieurs hauts fonctionnaires et conseillers du gouvernement venaient à cette époque du « tiers secteur », c'est-à-dire des ONG). Ainsi les villes départementales deviennent le carrefour de trois tendances : la politique d'intégration à l'UE (importation de fonds, de juridiction, de modèles étatiques), la reconversion des élites et de leurs réseaux en ONG (importation de modes de parler, penser, justifier) et l'idéologie régionaliste de l'UE (la transformation du rapport entre le niveau régional, national et transnational).
- 12 Notons qu'il y a peu d'ONG actives et occidentalisées dans les villes moins importantes. Pour ne donner qu'un exemple, à Dobrič nous avons interviewé des membres d'ONG ayant gagné des projets Phare et géré des dizaines de milliers d'écus ; dans une ville moyenne et riche comme Balčik¹⁵, il n'y a que l'Association pour le salut de Balčik, dont l'activité principale consiste à combattre le rattachement de la ville au département de Dobrič ; enfin, dans un village du département du nom de Krušari, le maire avait la vague idée de créer une ONG autour de 1999, car quelqu'un à Dobrič lui avait promis de lui montrer un livre magique, pris à la fondation Soros, ou il y avait des adresses de donateurs et de sponsors.
- 13 Sur le plan symbolique, les activités imitatives se concentrent, elles aussi, au niveau départemental. Pratiquement partout il y a eu des manifestations européennes sous une forme ou une autre, conçues et gérées par des ONG sous la bénédiction des autorités locales : à Kărdžali, on fera un méchoui (*tchévérmé*) « typiquement bulgare » en l'honneur de M. Wünenberger, chef de la délégation de l'UE, on organisera des journées de la culture européenne à Plovdiv, etc. Les journées européennes à Dobrič, tenues presque sans interruption depuis deux ans, semblent être les plus parlantes. Il s'agit de présenter, pendant un mois, les pays de l'UE l'un après l'autre. Journées de l'Allemagne: les musiciens de Dobrič jouent les oeuvres de compositeurs allemands, les femmes de Dobrič participent à un concours des meilleurs gâteaux allemands, les enfants découpent des jouets de Noël selon des modèles allemands et font des dessins, inspirés par les contes de fées des frères Grimm. Puis, la France, puis la Belgique. En fait, la stratégie de séduction des Européens compte uniquement sur l'adaptabilité et la plasticité de la population ; « Nous soulignons chaque fois que nos concitoyens sont ouverts vers le monde, car ils ont travaillé dans les hôtels de la mer Noire avec des étrangers » nous a dit le maire de la ville, personne extrêmement active dans des projets européens.

- 14 Les diverses manifestations européennes semblent, en général, centrées sur ce type d'imitation. L'État n'a guère d'argent pour des événements culturels autochtones, c'est pour cette raison que la seule activité symbolique se concentre sur différents exercices d'importation culturelle. Ils sont le triomphe des médiateurs - les *Kulturtraeger* d'antan, les *instructeurs* soviétiques plus tard, devenus chefs de projets, qui imposent leur norme d'urbanité, car le citoyen est toujours celui qui a bien su imiter la *culture* européenne.
- 15 Il ne faut certainement pas sur-estimer cette nouvelle dimension européenne dans ce que j'ai appelé la *départementalité*. Ce sont les vieilles institutions publiques qui restent le principal gagne-pain des citoyens. Personne ne quitte son emploi dans le secteur public même si, dans la situation actuelle de crise, on est de toute manière obligé de travailler à côté. L'incapacité des gens à quitter le secteur public et à se lancer dans une activité plus profitable est une des causes principales de l'échec des réformes jusqu'à présent ; une raison est certainement le manque de règles et de sécurité dans le secteur privé. Néanmoins, il y a un autre enjeu dans ce raccrochage aux emplois sous-payés en ville : il s'agit, dans un pays aux structures de sociabilité et à l'espace public peu développés, d'un moyen de rester connecté au tissu social.
- 16 J'illustrerai ceci par un exemple recueilli à Smoljan en 1999. J'interviewais un jeune médecin des urgences qui me disait qu'il gagnait la somme ridicule de 500 francs par mois. Avant de repartir de l'hôpital, je l'ai aperçu en train de nettoyer une Peugeot qui, à mon sens, avait dû lui coûter au moins huit ans de salaire. « J'ai obtenu la restitution de terres, j'y travaille sur mon temps libre », m'expliqua le médecin. « En fait c'est pour cela que j'ai choisi les urgences, on y est de garde un jour sur trois ». Pourquoi perdait-il son temps à l'hôpital, s'il pouvait gagner autant grâce à son exploitation familiale ? Après les clichés obligés sur le devoir du médecin, il me dit : « On ne peut pas rester totalement isolé... il faut maintenir des contacts ». L'appartenance au réseau urbain semble être plus importante que le revenu ; pour ne pas perdre son statut de citoyen, il faut y demeurer physiquement.
- 17 Préserver les liens est essentiel. Cependant, outre les contacts réels qui vous permettent de participer à un réseau plus vaste (car urbain) de redistribution, d'information et de solidarité, il existe aussi le contact imaginaire. L'Europe semble jouer ce rôle de réseau imaginaire : elle n'a, pour l'instant, que peu d'impact sur la vie réelle des gens, pourtant son image leur fait croire qu'ils participent aux événements globaux, qu'ils sont branchés sur le monde. À un moment de changements rapides et imprévisibles, cette dimension semble gagner de l'importance. Le communisme ne fut-il pas rejeté en premier lieu pour des raisons d'ordre imaginaire, par une sorte de réaction claustrophobique par des populations auxquelles les médias modernes ont fait croire que tout ce qui avait de l'importance se passait ailleurs ?

NOTES

1. Plus généralement, sur les stratégies d'importation d'État et leurs effets pervers, voir Badie (Bernard), *L'Etat importé. L'occidentalisation du monde politique*, Paris : Fayard, 1992 ; Latouche

(Serge), *L'Occidentalisation du monde*, Paris : La Découverte, 1992 ; Bayard (Jean-François), *L'illusion identitaire*, Paris : Fayard, 1997.

2. La Bulgarie réémerge sur la carte européenne en 1878. Depuis elle n'a pas cessé de rattraper son "retard historique" - tout d'abord en introduisant les institutions de l'État-nation, puis en s'industrialisant selon le modèle soviétique et finalement en s'adaptant aux exigences de l'intégration à l'Europe. (Cf. également Lory (Bernard), « L'histoire bulgare au fil de ses traumatismes : 1878, 1944, 1989 », *Revue d'Europe centrale*, IV.)

3. Cf. Ditchev (Ivaylo), « Les ruines de la modernité », *Transeuropéennes*, (5), 1995.

4. « Civilisés », dira-t-on plutôt en français. Notons que lors de la deuxième vague d'imitation modernisatrice, on parlera de « pays développés » ; la troisième, liée à la stratégie d'intégration à l'UE, inventa la notion de « pays normaux ». Dans les trois cas, le référent est le même : les pays-modèles occidentaux.

5. Les usages politiques du découpage territorial sous le communisme ressemblent un peu à celui effectué à l'époque de Napoléon (il fallait casser la continuité des populations minoritaires, donner plus de poids à une ville où il y avait des lieutenants fidèles etc.). Pendant la fin du règne de Živkov, des changements territoriaux de plus en plus insensés avaient pour but de casser des clans communistes locaux. Je traduis par "département" les okrăg sous le communisme, ainsi que les oblast d'aujourd'hui, car il s'agit en gros d'un découpage semblable. Le territoire était découpé en 23 à 28 okrăg sous le communisme, il l'est en 9 oblast maintenant.

6. Prenons comme exemple Pernik ou Kărdžali.

7. Cf. Ditchev (Ivaylo), « Fantasmata monumentaux : l'art monumental du communisme », *Lignes*, 1-22, 1994.

8. La Dobroudja et les Rhodopes étaient les destinations préférées.

9. Rappelons le cas du mausolée de Dimitrov (1949), réplique de celui de Lenine, ainsi que la Maison du Parti, qu'on appelait "le sceau de Staline" posé sur la ville au début des années 50.

10. La légitimation idéologique omniprésente avait pour résultat qu'en fin de compte tout se faisait non pas pour être, mais pour paraître. (« Les usines ne produisaient pas de biens, mais des significations », Todorov (Vladislav), *Carré rouge, carré noir*, Sofia, 1991).

11. Je m'appuie sur un terrain effectué à Dobrič, Smoljan et Kărdžali en 1999 (« Pouvoirs locaux et intégration européenne », Centre d'anthropologie sociale et politique, Université de Sofia).

12. Outre les raisons de politique interne, notamment mettre sous la tutelle du gouvernement démocrate les mairies rouges avant les élections municipales de 1999. Cf. « Stratégie nationale de développement régional », Conseil des ministres, 1998.

13. Dans le cas des deux derniers chiffres, il s'agit uniquement de quelques présidents de grandes fondations à Sofia. Il est impossible pour l'instant de vérifier ces données recueillies pas des interviews et non à base de documents. Sur le rôle des ONG dans l'exportation des modèles sociaux et politiques occidentaux, voir Sampson (Steven), « Exporting Democracy, Preventing Mafia : The Rebirth of "Eastern Europe" in the Era of Post-Post-Communism », Petersen (Bo) and al., eds., *Collective Identities in Eastern Europe*, Lund University, 1998.

14. Cependant très bien adapté à ce que S. Sampson appelle le « monde des projets », un monde aux règles du jeu européennes ou, plus généralement, occidentales.

15. Je fais abstraction d'organisations obligées comme l'Union des invalides ou les Conseils d'école qui suivent une logique héritée de l'ancien système et n'ont aucun rôle de médiateur entre le pays et l'étranger.

INDEX

Index géographique : Bulgarie

AUTEUR

IVAYLO DITCHEV

Université de Sofia